Les Caraïbes : les périls s'accumulent

The Caribbean: Perils Are Accumulating

Christian Girault

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6090>

DOI : 10.4000/interventionseconomiques.6090

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Christian Girault, « Les Caraïbes : les périls s'accumulent », *Revue Interventions économiques* [En ligne], Hors-série. Transformations | 2014, mis en ligne le 01 mars 2014, consulté le 27 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6090> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.6090>

Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Les Caraïbes : les périls s'accumulent

Christian Girault

Géographe, Directeur de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique CREDA – Paris

La vision enchanteuse d'une région bénie, où l'on peut couler des jours agréables entre plages et randonnées dans les mornes, est peut-être bien en voie de s'achever au début du 21^{ème} siècle

La Région des Caraïbes attire depuis les Grandes « Découvertes » et la Conquête européenne l'attention des visiteurs par ses beautés naturelles, ses paysages et aussi la joie de vivre de ses habitants, leur talent pour la musique, la danse, le sport et les disciplines athlétiques. L'industrie touristique internationale a su largement capitaliser sur ces attraits et construire une imposante infrastructure d'hospitalité et de services pour les touristes venus souvent de très loin. Cette vision enchanteuse d'une région bénie où l'on peut couler des jours agréables entre plages et randonnées dans les mornes est peut-être bien en voie de s'achever en ce début de 21^{ème} siècle.

Les Caraïbes dans la période « dorée »

Les « beaux jours » des pays des Caraïbes correspondent à une époque située entre les années 1960 et 1990, alors qu'une douzaine de pays anglophones, dont la Jamaïque et Trinidad, accèdent à l'indépendance dans une euphorie contagieuse, quand Cuba connaît sa première geste révolutionnaire et la République d'Haïti et la République dominicaine commencent à s'émanciper de leurs carcans de dictatures, pendant que Porto Rico se retrouve les bras de chemise et transforme sa base industrielle avec l'Opération Bootstrap. L'heure est alors au déploiement de lignes aériennes, à l'ouverture de nouveaux aéroports, à la construction de grands hôtels de plage, à l'invention de courses de voiliers (la Route du Rhum). San Juan peut un moment croire qu'elle va devenir, sinon la capitale des Caraïbes, au moins sa plaque tournante commerciale et financière. La *Plaza Las Américas* – on ne dit pas encore *mall* – est le premier grand centre commercial des Antilles.

Bien sûr, la Région reste de tout temps soumise aux risques naturels et les cyclones la frappent durement

(Santo Domingo frappée par David et Frédéric en 1979, Porto Rico touchée par Hugo en 1989), mais les économies se relèvent, souvent avec une aide importante des États-Unis qui surveille de près la Région. Les migrations des campagnes vers les villes puis les grandes migrations vers les États-Unis, le Canada et l'Europe occidentale sont des signes de difficultés sociales et souvent politiques dans des îles aux taux de chômage élevés. Cependant, les remises que les populations émigrées envoient à leurs familles compensent cet exil des travailleurs et des jeunes. Sur le plan éducatif et technique des progrès sont enregistrés : amélioration de l'alphabétisation, meilleure protection sanitaire, accès généralisé à l'électricité, à la télévision et au téléphone. Des zones industrielles consacrées à l'assemblage de produits manufacturés – habillement, articles de sport, etc. – s'installent dans quelques pays (République dominicaine en tête), alors que des places financières *offshore* sont créées ici et là, souvent avec la protection du pavillon britannique, par des banques et des firmes bien décidées à contourner les règles fiscales des pays développés.

Le retournement de tendance

À partir de la fin de la guerre froide la Région cesse d'être stratégique, les menaces marxistes ayant disparu suite au règlement progressif des conflits en Amérique centrale. Les États-Unis tournent leur attention vers d'autres théâtres d'opération : le Golfe arabo-persique, l'Afghanistan, le Moyen-Orient, l'Irak et l'Asie-Pacifique. Ils décident de réduire le nombre de leurs bases militaires, notamment à Porto Rico où, suite à de nombreux incidents avec la population locale, fatiguée de la présence des soldats gringos et de leurs manœuvres militaires, ils ferment la base navale de Roosevelt Roads et les zones d'entraînement des îles de Culebra et Vieques. Après la remise des anciennes bases de la zone du Canal à la République de Panama (1999),

le Commandement Sud est désormais complètement rapatrié à Miami

Le tourisme fonctionne toujours bien, les chiffres d'arrivées sont en croissance. La destination « Caraïbes » est désormais considérée comme « mûre » selon le cycle décrit par les économistes. Cependant, de nouvelles destinations comme Cuba, la République dominicaine ou la « Riviera Maya » (Caraïbe mexicaine), font une redoutable concurrence aux destinations traditionnelles comme Porto Rico, la Jamaïque ou la Martinique qui en souffrent beaucoup. Cette concurrence par les prix, pour un « produit » pratiquement identique – la plage avec les cocotiers – est accrue par les nouvelles techniques de commercialisation par Internet. De même, les produits manufacturés dans les zones franches d'exportation de la République dominicaine sont maintenant concurrencés par les exportations chinoises dans un premier temps, puis une décennie plus tard par les ateliers des pays d'Asie du Sud-Est.

Par ailleurs, les mécanismes d'endettement qui n'avaient jamais cessé de faire plonger les balances des paiements de ces pays aux bases économiques fragiles, continuent d'obérer la croissance qui reste partout stagnante (sauf en République dominicaine où la croissance a atteint, les bonnes années, presque 10 %). La Jamaïque n'a jamais pu sortir de l'étau de la dette et constitue un cas d'école d'un pays soumis avec régularité aux ajustements structurels. Haïti, à travers ses crises politiques et après le terrible séisme de 2010, ne montre aucun signe de redémarrage. Cuba, qui avait accumulé de lourdes dettes envers l'ex-URSS, réussit à ne pas les rembourser après la chute du régime soviétique mais reste encore insolvable dans les années 1990, que les autorités cubaines ont appelées par euphémisme la « période spéciale ». Le pays est alors incapable de rembourser les prêts mexicains ou européens. C'est la générosité du Venezuela de Chávez qui permet de sauver la situation en injectant des milliards de dollars dans cette économie débilitée par des décennies de bureaucratie et par l'embargo perpétuel des États-Unis. Le Brésil reprend le flambeau et achève alors la construction d'un port en eau profonde à Mariel, à l'Ouest de la Havane, une infrastructure qui pourrait être très utile, financée par un gros prêt de la BNDES.

Les « micro-États » des Caraïbes orientales, de leur côté, figurent sur la liste des pays les plus endettés au monde (St Kitts et Nevis doit posséder sur ce plan une sorte de record). La place financière d'Hato Rey, aux portes de San Juan, est liquidée au début de la décennie 2000, quand l'État portoricain change les règles du jeu et aligne progressivement la réglementation fiscale, naguère très avantageuse pour les grandes sociétés, sur le régime

commun des États-Unis. Quant aux Départements français d'Amérique (Guadeloupe, Martinique et Guyane), ils connaissent un nouvel avatar de leur crise séculaire, dû au recul des productions agricoles traditionnelles (sucre, banane, etc.) et au manque de compétitivité de leurs services, dans un cadre réglementaire français et européen paralysant.

La crise, les symptômes du malaise

Les « conseils aux voyageurs » que fournissent les services consulaires des pays étrangers comportent des avertissements en fonction des menaces ou des dangers qui peuvent attendre les visiteurs. C'est ainsi que les listes de conseils et de recommandations correspondant aux pays des Caraïbes se sont allongées en fonction des vols, agressions, enlèvements, etc., qui ne visent d'ailleurs pas nécessairement les touristes. C'est que la tranquillité de ces îles est désormais troublée. La criminalité est en hausse à peu près partout, sans atteindre toutefois le niveau observé en Amérique centrale ou au Venezuela comme le souligne une série d'articles du *Financial Times* intitulée « *Caribbean in Crisis* » (décembre-janvier 2014). Cuba qui possède un taux d'homicides très bas, est exempt du grand banditisme et des agressions criminelles en raison de son isolement relatif et de son régime policier. Ailleurs, les conséquences de la libération de criminels internés aux États-Unis et relâchés dans leur pays d'origine, de la présence de réseaux mafieux liés au trafic de drogues – qui arrivent même à corrompre des dirigeants politiques – et de situations sociales explosives liées aux inégalités sociales énormes que l'on peut observer en Haïti, en République dominicaine ou à Trinidad, etc., se conjuguent pour créer une situation potentiellement explosive.

Robin Wigglesworth, journaliste au *Financial Times*, s'interroge sur le contraste entre les ressources pétrolières et gazières de Trinidad, qui fournissent un revenu de l'ordre de 4,5 milliards de dollars par an, et la situation de pauvreté et de criminalité endémiques que l'on peut rencontrer dans les quartiers de Port of Spain (*FT*, 7 janvier 2014). De même, les bulletins de nouvelles d'heure en heure de la télévision la plus regardée de Porto Rico, WAPA-TV, présentent en détails les crimes de la soirée précédente ou de la fin de semaine, à une population qui commence à prendre peur. En Guadeloupe et en Martinique, les taux de criminalité sont beaucoup moins élevés mais le malaise est tout aussi palpable. Les événements de 2009 qui ont secoué ces départements, avec des grèves insurrectionnelles et un blocage de l'activité des deux départements pendant pratiquement deux mois, ont bien montré les difficultés d'une situation économique et sociale critique (montée du chômage à des taux voisins de 30 %).

Certes, les conditions concrètes de la crise et du malaise généralisé diffèrent beaucoup d'île en île, de territoire en territoire. Il n'en demeure pas moins que les observations des journalistes, les analyses des chercheurs, et les témoins de cette nouvelle situation dans les Caraïbes, plus incertaine, plus dangereuse, signalent des périls qui ne sont généralement pas très bien connus en Amérique du Nord, en Europe et même en Amérique du Sud, toute proche. Il est curieux de constater combien ces îles, destinations réputées et très visitées, sont, finalement, assez mal connues dans leur quotidien, fait d'inquiétude pour l'avenir.